

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

No : 200-06-000250-202

DATE : 28 juin 2021

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE BERNARD GODBOUT, J.C.S.

GAÉTAN BÉGIN

et

PIERRE BOLDUC

Demandeurs

c.

CORPORATION ARCHIEPISCOPALE CATHOLIQUE ROMAINE DE QUÉBEC

et

ARCHEVÊQUE CATHOLIQUE ROMAIN DE QUÉBEC

Défendeurs

**JUGEMENT SUR DEMANDE CONJOINTE DES PARTIES
EN APPROBATION D'UN AVIS AUX MEMBRES**

[1] Les demandeurs, MM. Gaétan Bégin et Pierre Bolduc, ainsi que les défendeurs, la Corporation archiepiscopale catholique romaine de Québec et l'Archevêque catholique romain de Québec, présentent une demande conjointe afin que soit approuvé le texte d'un avis qu'ils veulent publier dans huit journaux distribués sur le territoire de la province de Québec, à l'intention d'éventuels membres du groupe que les demandeurs, à ce moment-ci, définissent ainsi :

Toutes les personnes, de même que leurs héritiers et ayants droit, ayant été agressées sexuellement par des membres du clergé ou du personnel pastoral laïc, par des employés ou des bénévoles, laïcs ou religieux, sous la responsabilité de la Corporation archiepiscopale catholique romaine de Québec et de l'Archevêque catholique romain de Québec ayant exercé leur autorité sur le Diocèse de Québec, durant la période comprise entre le 1^{er} janvier 1940 et le jugement à intervenir.

[2] Cette demande d'approbation d'un avis aux membres est formulée avant même l'audition de la demande d'autorisation d'exercer l'action collective.

[3] Les allégations de cette demande précisent, entre autres, ce qui suit :

7. En effet, les parties souhaitent entamer dès à présent des pourparlers de règlement, avant de débattre éventuellement de l'autorisation du présent recours;
8. Vu la volonté des parties de discuter pour trouver un règlement hors cour, il devient important d'avoir un meilleur aperçu du nombre potentiel de membres qui pourraient s'inscrire, et bénéficier du règlement le cas échéant;
9. La publication de cet avis aux membres au stade pré-autorisation permettra d'informer un maximum de membres potentiels, dont le nombre sera un des sujets des pourparlers de règlement à venir;

[4] À l'audience, Me Alain Arsenault, l'un des avocats des demandeurs, explique qu'à l'étape-ci des procédures, soit avant même que la demande d'autorisation d'intenter l'action collective ait été présentée, il est difficile d'évaluer et de connaître précisément le nombre de membres qui pourraient composer le groupe proposé, information pourtant pertinente dans le cadre des discussions que veulent entreprendre les parties.

[5] Me Catherine Cloutier, qui représente les défendeurs, confirme que ces derniers consentent à cette démarche dans la mesure où celle-ci ne doit d'aucune façon être considérée comme un acquiescement à la demande d'autorisation et à la description du groupe proposé.

[6] Par ailleurs, les parties se sont entendues pour qu'un délai de 45 jours soit accordé entre la date de la première publication de l'avis et la date où une personne pourra se manifester, sans toutefois exclure celle qui pourrait se manifester ultérieurement. Une date précise sera indiquée dans l'avis.

[7] L'avis aux membres (pièce R-1) sera donc précisé en conséquence.

[8] Enfin, étant donné les contraintes inhérentes à la publication de cet avis dans huit journaux différents, le plan de diffusion de l'avis aux membres (pièce R-2) sera aussi ajusté en conséquence.

[9] CONSIDÉRANT les allégations de la Demande conjointe des parties en approbation d'un avis aux membres et les représentations de Me Arsenault, ainsi que celles de Me Cloutier;

[10] **CONSIDÉRANT** que la démarche entreprise par les parties s'inscrit manifestement dans le cadre des principes applicables aux modes privés de prévention et de règlement des différends prévus, entre autres, à l'article 1 du *Code de procédure civile* (C.p.c.) et des principes directeurs de la procédure (art. 19 C.p.c.).

[11] VU l'article 581 C.p.c.

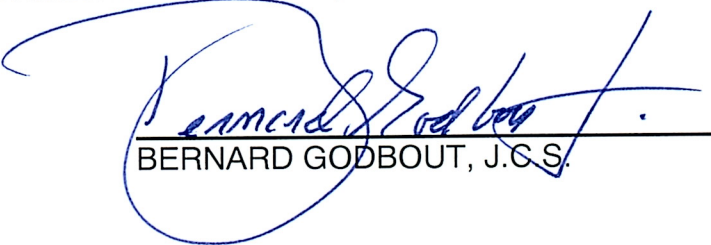
POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[12] **ACCUEILLE** la Demande conjointe des parties en approbation d'un avis aux membres;

[13] **APPROUVE** le texte de l'avis aux membres (pièce R-1);

[14] **ORDONNE** la publication de l'avis aux membres, selon le plan de diffusion (pièce R-2);

[15] **LE TOUT** avec les frais de la publication de l'avis aux membres à la charge des défendeurs, jusqu'à concurrence d'un maximum de 45 000 \$ avant taxes.



BERNARD GOUBOUT, J.C.S.

Me Alain Arsenault
Me Justin Wee
Arsenault Dufresne Wee Avocats
Avocats des demandeurs

Me Marc Bellemare
Me Bruno Bellemare
Bellemare Avocats
Avocats-conseil en demande

Me Catherine Cloutier
Me Émilie Bilodeau
Stein Monast s.e.n.c.r.l.
Avocats des défendeurs

Date d'audience : 22 juin 2021

Voir à la page suivante les articles 1, 19 et 581 du *Code de procédure civile*.

1. Les modes privés de prévention et de règlement des différends sont choisis d'un commun accord par les parties intéressées, dans le but de prévenir un différend à naître ou de résoudre un différend déjà né.

Ces modes privés sont principalement la négociation entre les parties au différend de même que la médiation ou l'arbitrage dans lesquels les parties font appel à l'assistance d'un tiers. Les parties peuvent aussi recourir à tout autre mode qui leur convient et qu'elles considèrent adéquat, qu'il emprunte ou non à ces modes.

Les parties doivent considérer le recours aux modes privés de prévention et de règlement de leur différend avant de s'adresser aux tribunaux.

19. Les parties à une instance ont, sous réserve du devoir des tribunaux d'assurer la saine gestion des instances et de veiller à leur bon déroulement, la maîtrise de leur dossier dans le respect des principes, des objectifs et des règles de la procédure et des délais établis.

Elles doivent veiller à limiter l'affaire à ce qui est nécessaire pour résoudre le litige et elles ne doivent pas agir en vue de nuire à autrui ou d'une manière excessive ou déraisonnable, allant ainsi à l'encontre des exigences de la bonne foi.

Elles peuvent, à tout moment de l'instance, sans pour autant qu'il y ait lieu d'en arrêter le cours, choisir de régler leur litige en ayant recours à un mode privé de prévention et de règlement des différends ou à la conciliation judiciaire; elles peuvent aussi mettre autrement fin à l'instance.

581. Le tribunal peut, en tout temps au cours de la procédure relative à une action collective, ordonner la publication ou la notification d'un avis aux membres lorsqu'il l'estime nécessaire pour la préservation de leurs droits. L'avis, qui décrit le groupe et indique le nom des parties et les coordonnées de leur avocat de même que le nom du représentant, est donné en termes clairs et concis.